

Gouvernement du Québec

Décret 1382-2023, 23 août 2023

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de contribution Plan de faisabilité – Service de police Anicinabek entre le Conseil de la Première Nation de Long Point, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé, le 7 octobre 2021, la création d'une équipe d'action rapide ayant pour mandat de mettre en place un projet de desserte policière autochtone pour la communauté de Winneway;

ATTENDU QUE le Conseil de la Première Nation de Long Point, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'Entente de contribution Plan de faisabilité – Service de police Anicinabek;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent de partager les coûts de cette entente dans une proportion de 52 % pour le gouvernement du Canada et de 48 % pour le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1^o et 2^o de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), les fonctions du ministre de la Sécurité publique consistent notamment à assurer l'application des lois relatives à la police et à favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique, du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente de contribution Plan de faisabilité – Service de police Anicinabek entre le Conseil de la Première Nation de Long Point, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

La greffière du Conseil exécutif,
DOMINIQUE SAVOIE

80622

Gouvernement du Québec

Décret 1383-2023, 23 août 2023

CONCERNANT l'octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 541 652 \$ au Centre de transfert d'entreprise du Québec (CTEQ), au cours des exercices financiers 2023-2024 à 2026-2027, afin de soutenir un projet d'accompagnement d'entreprises touristiques en matière de relève entrepreneuriale et de transfert d'entreprise

ATTENDU QUE le Centre de transfert d'entreprise du Québec est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) qui a pour mission de sensibiliser, d'informer, de former, de guider, d'orienter, de mailer et de référer les cédants et les repreneurs dans leurs démarches respectives de transmission et de reprise, afin d'assurer la pérennité des entreprises;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 5 de la Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2), dans l'exercice de ses responsabilités, la ministre du Tourisme peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi, la ministre du Tourisme peut prendre toute mesure utile à la réalisation de sa mission, notamment, fournir aux personnes, aux entreprises et aux organismes les services qu'elle juge nécessaires au développement touristique du Québec et apporter, aux conditions qu'elle détermine dans le cadre des orientations, des politiques et des stratégies gouvernementales et, dans certains cas, avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;